

RELATIONS BILATÉRALES AVEC LES ÉTATS AFRICAINS DU SUD DU SAHARA ET LES PAYS DE L'OCÉAN INDIEN

Répertoire méthodique détaillé

établi par Marie-France Delval, secrétaire administrative.

1ère édition électronique

Centre des archives économiques et financières
Savigny-le-Temple

2023

Cet instrument de recherche a été rédigé avec un logiciel de traitement de texte.
Il est en français.
Conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD
(version 2002).

Sommaire

Relations bilatérales avec les états africains du Sud du Sahara avec les pays de l’Océan indien.	7
.....	7
Banque ouest africain de développement (B.O.A.D.).....	7
Banque des états d’Afrique centrale (B.E.A.C.).....	7
Banques centrales et autres organismes.....	8
Fonds de soutien des textiles des TOM (F.S.T.O.M) et Fonds national de régularisation des cours des produits d'Outre-mer (F.N.R.C.P.O.M).	8
Fonds national de régularisation des cours des produits d'Outre-mer (F.N.R.C.P.O.M).	8
Banques et autres organismes.....	8
Franc CFA. -	9

Référence

B-0073377/1 – B-0073392/1

Niveau de description

Dossier

Intitulé

Relations bilatérales avec les États africains du sud du Sahara et les pays de l'Océan indien.

Dates extrêmes

1947-1985

Noms des principaux producteurs

Direction générale du Trésor, bureau F2 (États africains et de l'Océan indien).

Importance matérielle

16 boîtes soit 2,08 mètres linéaires

Langue des documents

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Service des archives économiques et financières

Localisation physique

Savigny-le-Temple (77)

Conditions d'accès

Communicabilité selon les articles L.213-1 à L.213-6 du Code du patrimoine.

Conditions d'utilisation

La reproduction de ces documents est soumise au règlement intérieur de la salle de lecture du Service des archives économiques et financières.

Modalités d'entrée

Versement du 21/04/1988 portant la référence PH 066/88.

Historique du producteur

La loi du 30 août 1940 transforme la direction du mouvement général des fonds en direction du Trésor qu'elle limite à la gestion interne, les relations financières internationales étant réservées à une direction des finances extérieures nouvellement créée. Mais la mise en œuvre du plan Marshall donne à la direction du trésor un positionnement majeur (décret du 30 juillet 1948). Tout en gardant la compétence relative au mouvement général des fonds, elle étend ses missions à la conversion de l'administration des finances à l'économie : désormais, elle coordonne le financement des investissements publics, par l'intermédiaire successivement de la commission des investissements (décret du 10 juin 1948), du Fonds de développement économique et social (FDES) (décret du 30 juin 1955) et du comité des investissements à caractère économique et social (décret du 27 novembre 1996). À la suite des nationalisations de l'après-guerre, elle se voit également attribuer un rôle dans le contrôle des entreprises publiques et dans la mise en place de l'État actionnaire. Sa tutelle sur les entreprises nationalisées, d'abord purement financière, devient progressivement technique, étayée par une

fonction de "transformateur d'épargne" en investissements à long terme. De toutes ces missions, il résulte une large implication de sa part dans la transformation de la structure industrielle de la France. En 1948, la direction du trésor reprend le bureau de statistiques et d'études financières, et le transforme en 1953 en service des études économiques et financières. Cet outil d'analyse et de prévision économiques est érigé en direction de la prévision en 1965. Cette même année, la direction du trésor récupère un grand nombre d'attributions de la direction des finances extérieures (décret du 1er juin 1965). L'expansion de ses activités reste étroitement liée à celle des missions de la direction du budget, s'agissant de la préparation, du contrôle et de l'exécution des opérations financières et de trésorerie. En matière budgétaire, la distinction ministère de l'économie / ministère du budget (de 1978 à 1981, puis de nouveau à partir de 1994) provoque la séparation de la direction du Trésor des comptables du Trésor et des administrations financières. Collectant et distribuant les fonds, pilote de la mission de contrôle des activités financières (décret du 24 juillet 1984, décret du 19 mai 2004), la direction du Trésor joue également un rôle de premier plan dans la réforme du secteur bancaire. Elle soutient, sous sa tutelle directe, le développement du secteur parapublic correspondant et participe au développement du marché financier. Enfin, une nouvelle sous-direction est créée avec le transfert des attributions de la direction des assurances (décret du 8 février 1991). Le mouvement de privatisation d'entreprises industrielles et de banques commencé en 1986 rétrécit le périmètre d'intervention de la DT et aboutit à la transformation de la sous-direction qui était chargée de la gestion des actifs de l'État dans les entreprises publiques en un service à compétence nationale rattaché au directeur du Trésor, l'Agence des participations de l'État (décret du 9 septembre 2004 et arrêté du 11 octobre 2004). Enfin, la mission historique de gestion de la dette publique est confiée à un autre service à compétence nationale également rattaché au directeur du Trésor, l'Agence de la dette, dite Agence France Trésor (arrêté du 8 février 2001). En 2004 (décret n° 2004-1203 du 15 novembre 2004), la direction du trésor est absorbée par la direction générale du trésor et de la politique économique (DGTPE).

La DGTPE devient, le 13 mars 2010, la direction générale du Trésor (DG Trésor) (décret n° 2010-291). La simplification du nom, marque pour cette direction l'aboutissement de plusieurs réorganisations internes liées notamment à la modification profonde des modes d'intervention de l'État dans l'économie : réduction de la taille du secteur public économique (privatisations), transferts de compétences au niveau européen (politique commerciale, réglementation bancaire et financière, politique monétaire et de change), transfert des compétences de contrôle à des autorités administratives indépendantes (Autorité de contrôle prudentiel, Autorité des marchés financiers, etc.), délégation de la mise en œuvre opérationnelle des politiques publiques à des agences de l'État (Udifrance, agence française de développement, etc.).

Évaluation, tris et éliminations

Les doublons ont été éliminés.

Mode de classement

Thématique.

Présentation du contenu

Ces archives concernent principalement des problématiques bancaires et monétaires à travers les relations de la France avec les pays d'Afrique ou de l'Océan indien.

On y trouve traitées les questions de gestion de la Banque ouest africaine de développement et de la Banque des États d'Afrique centrale (notamment à travers les réunions des conseils d'administration ou de comités de direction), d'émission et de circulation monétaire.

L'aide au développement de ces pays est également abordée ici, ainsi que la mise en place de fonds de soutien pour les territoires d'Outre-mer, en particulier pour la filière textile.

Sources complémentaires

Relations bilatérales franco-africaines :

B-0078452 à B-0078491 (1932-1993), B-0078690 à B-0078709 (1974-1994), B-0078710 à B-0078733 (1950-1996), B-0078734 à B-0078742 (1976-1993), B-0078743 (1980-1986), B-0080115 à B-0080151 (1964-1993), B-0079574 à B-0079598 (1975-1995), B-0080217 à B-0080242 (1973-1992), B-00810677 à B-0081089 (1982-1994).

Relations bilatérales avec les pays d'Afrique et les Territoires d'Outre-mer :

B-0000677 à B-0000703 (1818-1975).

Banques centrales africaines :

B-0000917 à B-0000965 (1900-1967)

Affaires bancaires et monétaires africaines :

B-0062196 à B-0062215 (1945-1986).

Indexation

Relations internationales

Établissement de crédit

Monnaie

Aide au développement

B-0073377/1 - B-0073385/1

Banques.

1978-1985

B-0073377/1 – B-0073378/1

Banque ouest africaine de développement (BOAD).

1985

B-0073377/1

Comités de direction du 26 mars et du 22 juin 1985 : comptes rendus, ordres du jour, tableaux.

1985

B-0073378/1

Comité de direction du 16 décembre 1985 : compte rendu, ordre du jour, tableaux de résultats, note de perspectives.

1985

B-0073379/1 – B-0073385/1

Banque des États d'Afrique centrale (BEAC).

1978-1985

B-0073379/1 – B-0073384/1

Conseils d'administration.

1978-1985

B-0073384/1

Ordres du jour, procès-verbaux des séances, rapports, notes.

1978-1981

B-0073379/1

Rapports généraux sur les négociations en vue d'intégrer de nouveaux pays, procès-verbaux des séances, notes.

1982-1983

B-0073380/1

Rapports généraux sur les négociations en vue d'intégrer de nouveaux pays, ordres du jour, procès-verbaux des séances, notes (1984).

1984

B-0073381/1

Ordres du jour, procès-verbaux des séances, notes (1984).

1984

B-0073382/1

Ordres du jour, procès-verbaux des séances, rapports, notes.

1984-1985

B-0073383/1

Ordres du jour, procès-verbaux des séances, rapports, notes.

1985

B-0073385/1

Réunion du comité monétaire mixte de septembre 1984 : notes, tableaux, rapport d'activité (1982-1985). Intérêts dus : notes, échéanciers, tableaux (1981-1983).

1981-1985

B-0073386/1 – B-0073386/3, B-0073389/1 - B-0073392/1

Questions monétaires.

1947-1981

B-0073386/1

Transferts de capitaux en francs CFA, rentes, accidents du travail dans les Territoires d'Outre-mer (TOM) : notes, avoirs, tableaux (1947-1949). Salaires et soldes dans les TOM : notes, transferts, commissions de transferts (1947-1952). Transfert de bons du

Trésor par la Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer : notes (1950). Opérations à terme sur les francs coloniaux : notes, correspondance (1950-1951). Commissions de transfert : notes, tableaux (1956).

1947-1956

B-0073386/2

Île de La Réunion, émission monétaire, masse monétaire, situation monétaire, évolution monétaire : rapports (1947). Madagascar, situation monétaire, évolution monétaire : rapport, notes [1947-1950]. Indochine, circulation monétaire : rapport annuel du Trésorier général de l'Indochine, tableaux [1947-1950]. Cameroun, évolution monétaire : rapports et note de la Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer (CCFOM) (1947-1951). Maroc : notes, correspondance (1948-1954). Guadeloupe : rapport de la CCFOM (1948). Martinique, évolution de la situation monétaire : rapports de la CCFOM (1949). Togo et Côte d'Ivoire, évolution monétaire : notes, documentation (1949-1957). Algérie, disponibilité monétaire : notes (1953).

1947-1957

B-0073386/3

Émission monétaire et masse monétaire à Saint-Pierre-et-Miquelon : rapport, notes.

1947

B-0073389/1

Zone franc, préparation de la réunion des ministres des finances de la zone franc à Brazzaville en juin 1977 : dossier du ministre avec notes et fiches techniques (1977). Banque centrale des états de l'Afrique de l'ouest (BCEAO) : avoirs extérieurs, tableaux (1974-1976). Banque des états d'Afrique centrale (BEAC) : avoirs, tableaux (1974-1976). Banque centrale du Mali, Institut d'émission des Comores : annexes, avoirs, tableaux (1973-1976).

1973-1977

B-0073390/1

Franc CFA. - Échanges, dévaluation du franc et des monnaies coloniales, mission Nivollet : notes, rapports (1948-1976). Franc CFA et monnaies africaines : rapport Bourlot, notes, (1954-1966). Flottement du franc et ses conséquences sur les pays africains : rapports, notes, tableaux (1971-1976).

1948-1976

B-0073391/1

Institut d'émission des Comores (IEC), conseils d'administration : procès-verbaux des séances, notes.

1974-1979

B-0073392/1

Institut d'émission des Comores (IEC), conseils d'administration : procès-verbaux des séances, notes (1978-1981). Banque Gabonaise de développement, emprunts contractés par les pays francophones et garantis par l'État français depuis 1973 : rapports, notes, textes (1977-1978).

1977-1981

B-0073389/2, B-0073389/3

Aide au développement.

1954-1977

B-0073389/2

Octroi de la garantie de l'État français aux États africains : convention entre le ministre des finances et le PDG du Crédit national, correspondance entre la Caisse centrale de coopération économique et le Fonds de développement économique et social, notes.

1954-1970

B-0073689/3

Société pour le développement de l'Afrique équatoriale (SODAF) : procès-verbaux d'assemblées générales, convention, notes, tableaux.

1958-1977

B-0073387/1 – B-0073388/1

Aide aux Territoires d'Outre-mer.

1947-1979

B-0073387/1

Fonds de soutien des textiles des TOM (FSTOM) et Fonds national de régularisation des cours des produits d'Outre-mer (FNRCPOM). - Caisses de stabilisation des prix : textes organiques (1954-1964). Comité directeur du FNRCPOM, composition, fonctionnement : textes, notes (1955). FSTOM et FNRCPOM, lois de règlement, situation comptable, dotations : notes, rapports, tableaux (1954-1979).

1954-1979

B-0073388/1

Fonds national de régularisation des cours des produits d'Outre-mer (FNRCPOM). - Coton, soutien du prix, campagnes annuelles : notes, rapports, tableaux (1947-1965). Caisse de soutien des textiles des Territoires d'Outre-mer, situation financière, subventions apportées aux caisses : notes, rapports (1956-1960). Création d'une caisse de stabilisation des cours des fibres jutières au Moyen-Congo (1956-1957). Fonds de soutien au textile d'Outre-mer, crédits budgétaires : notes, tableaux (1961-1963).

1947-1965